

L'Allemagne doit prendre les commandes

Par Volker Rühle

Lorsque la Conférence sur la Sécurité se réunira pour la 50ème fois à Munich à la fin du mois, l'Allemagne sera de nouveau au cœur de la politique internationale. Mais elle le sera seulement pendant 48 heures, parce qu'en pratique, notre pays s'est installé sur les questions de sécurité dans une passivité qui n'est pas à la hauteur de son rôle d'Etat le plus peuplé d'Europe, de puissance économique de premier rang dans le monde.

En Afghanistan, nous avons très tôt limité notre engagement aux régions du Nord et à la capitale, Kaboul, et laissé durablement les régions vraiment dangereuses à nos alliés. Si au final, la Bundeswehr a du combattre, et l'a fait de façon remarquable, ce n'était en tout cas pas du tout prévu au départ. Et même à ce moment-là, il a fallu que nos partenaires se chargent du soutien aérien rapproché (comme en 2009 pendant la nuit du bombardement de Kunduz), parce que le gouvernement et le Bundestag avaient exclu d'engager des avions allemands.

Lorsqu'en 2011, les troupes gouvernementales libyennes s'apprêtent à massacrer des rebelles, le gouvernement allemand n'apporte pas son soutien à une résolution du Conseil de sécurité des Nations-Unies en faveur d'une intervention militaire, alors que même la Chine et la Russie ont donné leur accord. Les Français, les Suédois, les Britanniques, les Italiens, les Norvégiens, les Américains et d'autres alliés ont du mener sans nous l'opération « Unified Protector ».

Au Mali, s'appuyant sur la résolution 2085 des Nations-Unies, la France, avec sa courageuse opération Serval, a empêché que des groupes islamistes et terroristes n'envahissent le pays. Au Bundestag, le gouvernement allemand l'en a remerciée expressément, et a souligné l'intérêt de l'Europe dans cette intervention. Pour autant, l'Allemagne n'a pas été prête à partager le fardeau avec la France en envoyant des unités de combat, ou à donner un signal européen en engageant une unité de combat franco-allemand, disponible sous la forme d'un groupe tactique de l'Union européenne.

Le rôle joué par l'Allemagne en cette occasion comme en d'autres est indigne. Parce que ne faire au plan militaire que l'absolu nécessaire pour espérer sauver la face, cela reste très en-deçà de nos possibilités.

Choisir ce rôle est également immoral, parce qu'il impose à des partenaires plus faibles, confrontés qui plus est à d'importantes difficultés budgétaires, d'assumer les missions et de porter les fardeaux que nous ne voulons pas porter nous-mêmes, mais dont nous profiterons ensuite lorsqu'ils auront produit leurs effets.

Enfin, c'est une attitude non-européenne, qui met en péril la cohésion au sein de l'Alliance et dans l'UE. Parce qu'une chose est claire : Si tous les pays s'étaient comportés comme l'Allemagne, l'Afghanistan serait aujourd'hui dans une situation encore plus délicate. Bien des Libyens que le ministre allemand des Affaires Etrangères de l'époque, Guido Westerwelle, est allé embrasser à Misrata, auraient été assassinés depuis longtemps. Et le Mali serait tombé aux mains des islamistes, ce qui aurait eu des conséquences graves pour le pays et pour toute la région.

La République Centrafricaine elle-aussi se serait transformée en un champ de bataille avec encore plus de meurtres et d'expulsions ethniques, si les Français et les Africains n'essayaient pas ensemble de mettre un terme à la violence.

Pour le nouveau gouvernement allemand, il est temps d'en finir avec la rhétorique bien huilée sur la responsabilité de l'Allemagne, et de prendre plutôt sérieusement ses responsabilités. L'Allemagne possède pour cela suffisamment de ressources et des

forces armées capables et parfaitement formées. On peut en la matière prendre comme repère l'expérience des années 90. A l'époque, dans une situation intérieure et internationale plutôt plus délicate, une chose était claire au moins pour le ministère fédéral de la Défense : Pour préserver notre capacité nationale à agir au plan stratégique, nous avons besoin d'alliances fortes. Mais de telles alliances ne peuvent fonctionner durablement que si l'on y pratique une répartition équitable des tâches, mais aussi un partage équitable des risques. Et nous devons parvenir à une coopération plus étroite notamment au plan structurel, pour regrouper les ressources et les capacités européennes de défense, qui sont en forte baisse.

Si l'Allemagne en prend conscience, elle ne gagnera pas seulement en influence. De plus en plus de partenaires seront prêts à organiser un partage des tâches ou à s'engager dans une utilisation en commun des capacités militaires, comme les prévoient la mutualisation et le partage des moyens, le « Pooling and Sharing » au sein de l'Union européenne, et la Défense intelligente, ou le concept allemand des « nations-cadres » au sein de l'Alliance.

Alors, que faire ? Tout d'abord, le gouvernement allemand devrait soulager de manière significative les forces françaises au Mali, dans le cadre d'une mission de l'UE dans la lutte et la défense contre les forces islamistes, pour une durée d'un an. Les plans actuellement en discussion ne sont pas encore assez ambitieux. Ensuite, le gouvernement allemand devrait se fixer pour objectif d'engager d'ici à la fin de la législature tout une série de projets multinationaux importants dans les domaines du Pooling & Sharing, pour donner le signal du départ à une organisation du partage des tâches au sein de la défense européenne. Et enfin, il faut consolider le marché européen de l'armement, pour que l'Europe arrête de se faire concurrence à elle-même, mais qu'elle conserve un leadership technologique sur la scène internationale.

Bref, à une époque où les Etats-Unis d'Amérique réduisent leur engagement en Europe et où beaucoup de pays de l'UE sont à bout de souffle au plan financier, il incombe au pays fort de mener par l'exemple et d'assurer la capacité d'action de l'Europe. L'Allemagne doit prendre les commandes, pour que l'Europe ne s'affaiblisse pas.

L'auteur a été ministre allemand de la Défense et secrétaire-général de la CDU